
Pour un enseignement supérieur ouvert à tous les itinéraires et toutes les catégories sociales

La polémique récemment ouverte sur les « quotas » de boursiers que devraient accueillir les grandes écoles peut n'être, comme la plupart des polémiques, qu'un feu de paille, appelé à s'éteindre rapidement. Dès qu'une autre polémique occupera les esprits...

Et elle serait particulièrement futile si elle s'épuisait dans une querelle de chiffres pour constater in fine que derrière la notion de « boursiers » se cachent des réalités sociales très diverses, selon le niveau de la bourse. Il serait beaucoup plus pertinent de relier cette polémique avec la réflexion lancée dans le Monde du 1er décembre 2009, par le sociologue François Dubet, sur le piège de « l'égalité des chances » et de la « méritocratie républicaine ».

Car, comme il l'a très bien démontré dans cet article et comme la CPU l'a déjà écrit à deux reprises, dans un article de Libération daté du 2 avril 2009 en réaction à une position de Yazid Sabeg, puis dans une lettre récemment adressée à Eric Besson, l'excellence et le mérite ne peuvent pas être mesurés à la seule capacité à franchir les sauts d'obstacle d'une scolarité assimilée à une compétition la plus précoce possible.

On ne dira jamais assez combien est « méritant » le jeune homme ou la jeune femme qui, de milieu modeste et scolarisé dans un quartier défavorisé, a intégré l'université avec une mention passable ; a réussi au fil des années, parfois en redoublant, à obtenir une licence, un master et un métier en rapport avec ce diplôme. Un jeune qui a dû travailler tout au long de sa scolarité et n'a pas été programmé dès la maternelle pour viser ce que l'on appelle « les meilleures » classes.

Son parcours est aussi « excellent » que celui de beaucoup de jeunes dotés de palmarès jugés plus prestigieux. Et de ce fait, son sens de l'initiative, sa volonté, son adaptabilité seront peut être plus grandes. La question qui nous est posée par cette polémique n'est donc pas celle d'une guerre vaine entre écoles et universités, mais celle de notre modèle éducatif et de notre vision des parcours professionnel et sociaux. On ne peut que se réjouir du rapprochement entre les Grandes Ecoles (et même les moins grandes) et les universités, tel qu'il s'esquisse à travers les PRES.

Mais il ne résoudra pas à lui tout seul les graves problèmes que sont les poids de la formation initiale et du diplôme initial sur toute la vie sociale et professionnelle, le peu d'ouverture des élites dirigeantes aux femmes, aux jeunes et aux « minorités visibles » et enfin le pessimisme des jeunes Français, comme l'ont montré les travaux sur la jeunesse dans le cadre de la Commission Hirsch.

C'est pourquoi il est essentiel que les universités continuent à assumer fièrement leur fonction d'ouverture et de promotion sociale et une conception large de leur mission culturelle et scientifique.

C'est également pour cette raison qu'il est nécessaire de considérer la formation tout au long de la vie et les parcours de réussite atypiques comme des vrais parcours d'excellence contribuant au renouveau et au dynamisme de notre société.

Simone Bonnafous
Présidente de l'université Paris Est Créteil
Vice présidente de la Conférence des Présidents d'Université